

LUNDI 1 SEPTEMBRE 2014

- = Energies et Economie: Revue Mondiale Juillet Août 2014 p.2
- = Dans le vent frais de l'automne p.15
- = Malgré la Fed et la dette, les ménages US sont moroses p.17
- = « Du gouvernement de combat à celui de la clarté... » p.19
- = La chute des taux d'intérêt à moyen et long termes, explicable par la récession-déflation, fait vivement monter les obligations d'Etat US (et européennes) p.29
- = Restructuration de la dette : ILS NE SERONT PAS QUITTE POUR AUTANT ! p.32
- = Combien de temps le déni de déflation va-t-il durer ? p.34
- = Cyberattaque massive sur des banques américaines et européennes p.36
- = Le blog de Pierre Jovanovic p.37
- = Le Monopole de la Réserve Fédérale sur la Monnaie p.44



VIDÉOS du JOUR



Philippe Béchade BILAN HEBDO AU 29 Août 2014 - BFM Business 29 08 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=Z7rOyIlue0E>



Gaz de schiste, la nouvelle bulle boursière S/T

<https://www.youtube.com/watch?v=AiebiFXazYI>

Energies et Economie: Revue Mondiale Juillet Août 2014

Laurent Horvath 2000watts.org Lundi, 01 Septembre 2014



Dans cette édition de l'inventaire mondial des Energies, vous trouvez:

- Moyen-Orient: la situation se dégrade rapidement
- Monde: La température moyenne du globe augmente encore

- Charbon: Baisse de la consommation en Chine. Hausse aux USA avec du charbon russe
- Australie: Suppression de la taxe carbone
- Irak-Syrie: Les puits de pétrole passent dans les mains des islamistes du IS
- Ukraine: Et l'hiver gazier n'est pas encore là!

Les traders semblent ignorer les tensions en Irak et en Libye. Les prix dégringolent à New York à 94,55\$ (105,74\$ en juin) et à Londres 102,46 (113,30\$ en juin) avec comme l'impression que ça pourrait remonter très rapidement.

L'uranium remonte un peu après sa chute vertigineuse de 65\$ avant Fukushima. Il vous faudra 31\$ pour acheter une livre (28.25\$ en juin 2014).

IEA

L'Agence a corrigé la demande pétrolière pour les mois à venir. Roulement de tambour: dès 2015 nous allons dépasser les 94 millions de barils jour (b/j) +1,4 millions par rapport à 2014. La question à 100 francs est : est-ce que la production va suivre ?

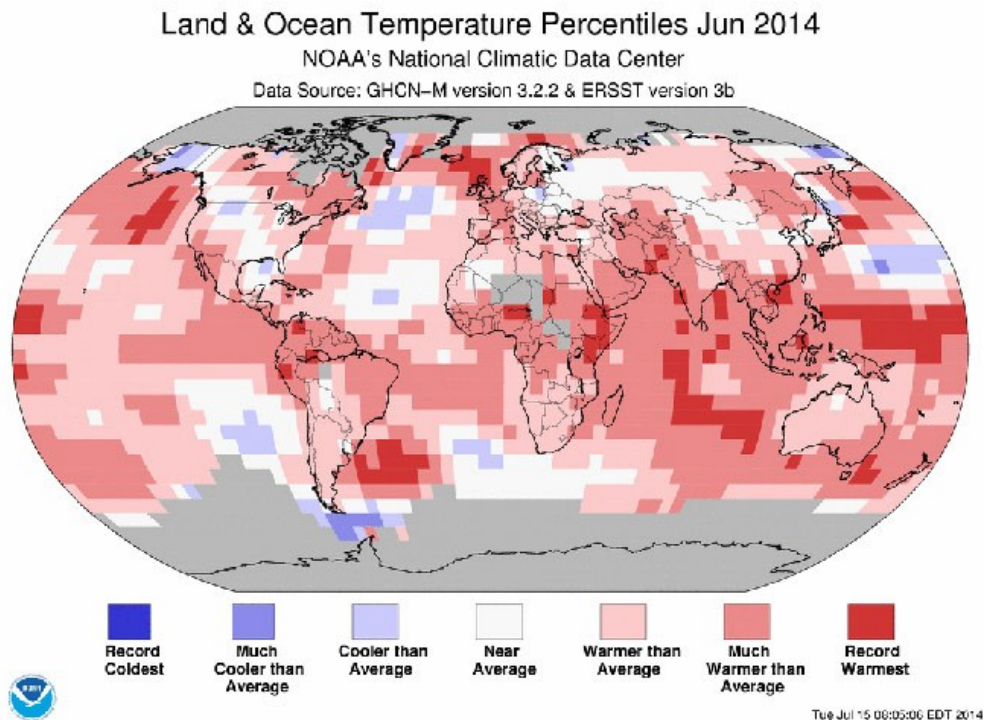
Nous dévorons 33 milliards de barils par année alors que les nouveaux puits en procurent entre 10 et 20 milliards dont 1 milliard pour le plus grand en 2013. Peak oil ou pas peak oil?

L'Agence reste très optimiste sur la capacité des américains à extraire de plus en plus d'huile de schiste pour les 18 mois à venir. Attendons un peu pour voir.

Monde

Au moins de juin, la hausse de la température du globe a touché de nouveaux

sommets: 15,5 degrés (+0,72 par rapport à la moyenne). On a grelotté aux USA et dans une partie de l'Europe alors qu'ailleurs la petite laine fut superflue.



Europe

Bonne nouvelle: L'Europe a décidé un objectif de réduction de 30% de son CO2 d'ici à 2030.

Mauvaise nouvelle: cet objectif n'est pas contraignant.

France

Après avoir perdu 174 millions d'euros depuis de début de l'année, l'Américain ExxonMobil va vendre ses 322 stations d'essence françaises ESSO. Elles vont être reprises pour 106 millions d'euros par DCC, un conglomérat irlandais déjà présent dans l'énergie. Désormais, les 630 stations Esso françaises appartiendront toutes à des partenaires comme DCC ou Delek, la société israélienne à laquelle Esso a déjà vendu un premier ensemble de stations en 2013

De son côté, Total, le numéro un français, prépare actuellement les esprits à de nouvelles restructurations au sein de ses raffineries françaises. Total perd énormément d'argent toutes activités confondues. Sur le raffinage, les pertes

sont même supérieures à tous les gains faits par ailleurs dans l'Hexagone selon son big boss Christophe de Margerie. Traduisez: fermeture de raffineries.

Le Premier Ministre Valls annonce le soutien pour l'industrie nucléaire française d'exportation. Le créneau est devenu plus difficile depuis que les chinois sont venus sur le marché avec une copie de l'EPR d'Areva. Détails, la centrale chinoise est moins chère... et certainement moins fiable.

Ukraine

N'y aurait-il pas un point commun entre les armes chimiques de Saddam Hussein et le crash du MH17 de Malaysia Airlines?

Le service de presse de Washington expédie les communiqués pour accuser les méchants, les anglais relayent et les médias du monde entier impriment en vrac.

Ce concept "made in USA" vit sans avoir à publier de preuve! Quand on regarde les contorsions de la porte-parole américaine sur le sujet, on viendrait presque à penser que ce n'est peut-être pas les méchants qui ont pesé sur le bouton. Peut-être qu'un jour, nous découvrirons le fin mot de l'histoire.



En anglais.

La porte-parole du State Department américain Marie Harf à la peine face au reporter de l'Associated Press reporter Matt Lee

Chaque jour qui passe nous rapproche de l'hiver. Qui dit hiver en Ukraine et en Europe, dit gaz Russe. Et dans ce cas, la seule chose que l'Europe tient entre ses mains, c'est la lame du couteau, pas le manche.

Comme Vladimir Poutine a ouvert de nouveaux marchés d'exportation de gaz et de pétrole en direction de l'Asie, l'Europe pourrait être inspirée de ménager la Russie.

Par pays: l'Allemagne se préoccupe essentiellement de ses intérêts dans le secteur énergétique. La Grande-Bretagne ne veut pas saborder les intérêts de sa place financière, très accueillante pour les capitaux russes. La France veille, elle, à sauvegarder la position de son industrie d'armement et sa livraison de bateaux militaires. La Norvège insiste pour aller forer du pétrole en Russie.

Allez faire une équipe avec tout ça.

Du côté Américain, les boys importent de la Russie 50% de l'uranium pour leurs centrales nucléaires, une grande partie du potassium et ExxonMobil adore les champs pétroliers de Sibérie. Business is business.

Norvège

L'entreprise nationale a vu sa production de gaz diminuer de 9% depuis le début de l'année.

La compagnie nationale va continuer à travailler avec le Russe Rosneft pour l'exploitation pétrolière. Ce deal a été écarté des sanctions.

Angleterre

Profitant des vacances d'été et de l'absence de nombreux parlementaires, Londres a décidé de relancer le processus afin de permettre les forages de gaz de schiste sur tout le territoire. "*Débloquer le gaz de schiste peut permettre de nous apporter une plus grande sécurité d'approvisionnement énergétique, des emplois et de la croissance*" selon le ministre du Commerce et de l'Energie Matthew Hancock. Retenez bien l'argumentaire de ce brave homme et lisez l'argumentaire de nos amis australiens sur la suppression de la taxe CO2. La similitude est sympathique.



Le Hover-bike, la moto qui vole

Russie

La Cour de La Haye a condamné la Russie à verser 50 milliards de dollars aux ex-actionnaires de la compagnie Ioukos, de Mikhaïl Khodorkovski.

Evidemment que la Russie "utilisera toutes les options juridiques à sa disposition pour défendre sa position" selon Serguei Lavrov.

Ioukos avait été placé en liquidation judiciaire en août 2006, à l'issue d'un procès destiné à contrecarrer les ambitions politiques de son patron Mikhaïl Khodorkovski. Ce dernier avait été placé en stage en Sibérie.

Le budget russe se compose à 68% avec son pétrole, soit 4 fois plus que par ses exportations de gaz. Moscou pousse les raffineries à se moderniser afin de vendre des carburants au lieu est place du brut bien meilleur marché. La stratégie fonctionne et les exportations de diesel sont au plus haut.

La Russie semble avoir atteint son plafond de production (peak oil). Depuis plusieurs mois la production est en baisse à un peu plus de 10 millions de barils jour. La Russie est le plus grand producteur mondial devant l'Arabie Saoudite et tente d'ouvrir un nouveau front dans l'Arctique afin de rebooster sa production.

Moyen Orient

Durant les dernières semaines, nous assistons à une guerre pétrolière entre les Sunnites et les Chiites. Après s'être fait exploser pendant des années, le terrain de jeu s'est déplacé sur les nerfs de la guerre : Pétrole, Gaz et Eau. Les Talibans du IS (Etat Islamique - Islamiste State) ont pris conscience que pour financer leurs ambitions, le pétrole était un outil fantastique d'autant que l'argent vient des automobilistes occidentaux!

Alors que les exportations de l'Arabie Saoudite sont considérées comme sûres, la frontière entre l'Irak et l'Arabie Saoudite est devenue perméable. Bagdad n'a plus les moyens de poster des hommes et Riyadh a dû masser ses troupes militaires à la frontière pour éviter que les combattants du IS, qui n'apprécient pas vraiment la dynastie Saoud, viennent semer le trouble en Arabie.

De plus, la région fait de plus en plus face à une pénurie d'eau. Les combattants du IS l'ont bien compris. Ils sont sur le point de contrôler la plus grande partie de l'eau irakienne ainsi que la production électrique. Pour mettre encore plus d'ambiance, l'Ethiopie désire réaliser un barrage monstrueux sur le Nil au grand dam de l'Egypte qui menace de le faire exploser.

Au Yemen, à la frontière de l'Arabie Saoudite, la situation devient de plus en plus chaotique et là aussi les rebelles passent par l'énergie.

Au milieu de tout cet imbroglio, il est difficile de voir comment les exportations de pétrole vont continuer au même rythme voir augmenter pour suivre la demande mondiale.

Iran

L'Iran se trouve au milieu d'un sacré bordel. Le pays soutient le Hezbollah au Liban, Assad en Syrie, le Hamas à Gaza contre les israéliens et Maliki en Irak contre les sunnites. Ils doivent faire les yeux doux aux faucons de Washington, garder la Russie comme allié stratégique, financer les Chiites en Syrie, Irak, Liban, Bahreïn, le Hamas et accessoirement améliorer la vie de ses citoyens et faire face au manque chronique d'eau. Cette situation est délicate pour un pays exportateur de pétrole qui a vu ses revenus divisés en deux par l'embargo. Il ne resterait plus que Téhéran ne doive organiser une

coupe du Monde de foot FIFA ou les jeux olympiques pour que la coupe soit pleine.

Dans la négociation sur le nucléaire, le mode "pause sur l'embargo" est prolongé de 4 mois par l'administration Obama. Aucun progrès n'a été réalisé, mais l'économie mondiale a désespérément besoin du pétrole iranien et de l'Iran pour démêler l'imbroglio irakien et syrien.

Washington est satisfait des 1,2 million de barils de pétrole iranien exportés chaque jour. Étrangement durant le mois de juin, la Chine a diminué de 36% (510'000 b/j) et l'Inde de 29% (141'000 b/j) leurs importations de brut iranien.

Irak

Bagdad fait face à de nombreux incendies à la fois. Si le pays devrait se fractionner, ce ne serait une surprise pour personne.

Excellent été pour les forces extrémistes islamistes du IS (Islamic State) avec d'énormes prises énergétiques en Syrie et en Irak.

Ces forces, qui sèment la terreur et le carnage, ont parfaitement intégré que le pétrole peut financer leur mouvement. Actuellement les revenus pétroliers s'élèvent à 2 millions \$ par jour en vendant leurs barils entre 30 et 65\$. Cette manière d'opérer offre également de juteux profits à des traders complaisants. Ce n'est qu'une question de temps pour qu'un petit malin vienne avec l'idée de bombarder les puits afin de limiter les revenus de ces malades. Cependant, le risque est grand que cette méthode puisse aussi être utilisée dans les champs pétroliers du sud du pays. Ce jour là, les prix à la pompe subiront une "légère" hausse.

Sans aide externe, le Gouvernement de Bagdad est incapable de déloger les rebelles de l'IS ou de réagir face aux Kurdes qui sont en train de se séparer du pays. Le Pentagone pense que les forces irakiennes sont tellement infiltrées par les Sunni et les Chiites anti-Américains qu'il serait risqué d'y envoyer des boys. Les Occidentaux préfèrent armer les Kurdes pour éviter d'y envoyer leurs propres soldats. Pour l'instant, ça marche.

Israël

Après plus de 2'000 morts, dont 80% d'enfants et de femmes, Israël a enfin

jeté l'éponge. L'objectif de détruire la capacité militaire du Hamas n'a pas été atteint. Israël va devoir négocier avec le Hamas pour les futures répartitions des revenus gaziers qui bordent Gaza. (Lire: [Israël, comme une forte odeur de gaz](#))

Les quantités de gaz contenue dans le champ offshore de Leviathan ont encore augmentées: il pourrait y avoir 7,3 milliards de m³ soit un milliards de m³ de plus que les estimations précédentes. La production devrait démarrer en 2016. Il reste à savoir comment l'Etat hébreu va partager les recettes car ce champ est à cheval entre les territoires de Chypre, la Syrie et le Liban.

95% de l'armement utilisé par Israël dans Gaza possède le label "made in USA".

Libye

Durant l'été, la situation est passée de bof à explosive.

Les traders pétroliers se plaisent à constater qu'un tanker a quitté la Libye avec une cargaison de 600'000 barils durant le mois d'août. En réalité, le pays est au bord d'une guerre civile entre les milices islamistes dures, très dures et extrêmes.

Comme l'Irak, la Libye risque de se fractionner en plusieurs pays. Le thème de la dissertation du jour est: ne valait-il pas mieux de garder un dictateur à la tête du pays?

Il est de plus en plus difficile de trouver des tankers à destination de l'étranger surtout qu'à l'entrée des ports de Berga, Es Sidar et Ras Lanuf il y a un panneau «revenez demain, nous sommes en train de régler nos comptes». Les réservoirs du pays débordent alors que le budget du pays affiche un zéro pointé. Gros incendie dans une raffinerie, mais la situation n'a pas été trop explosive.

Pour vraiment mettre le feu aux poudres, une milice a attaqué un poste frontière avec l'Egypte. Total: 22 soldats égyptiens ont été tués. Il serait assez étonnant que le Caire ne réagisse pas.

Syrie

Inondé sous les milliards de \$ de matériel militaire dérobé à l'armée irakienne, les forces de l'IS ont remporté plusieurs victoires en Syrie dont le champ gazier de Shaar proche de Homs. Ce champ fournit en gaz les principales

centrales à gaz qui produisent l'électricité pour le pays et la capitale Damas. Assad a bien tenté de récupérer le site, mais les combattants du IS ont résisté à l'attaque et ont décapité les 85 soldats qui avaient montré le drapeau blanc. Plusieurs autres centaines de soldats ont été assez sauvagement abattus. Cette manière de procéder permet d'intimider l'ennemi et d'autant plus que les réseaux sociaux relaient les images les plus barbares.

Arabie Saoudite

Le deuxième plus grand exportateur mondial, derrière la Russie, a exporté seulement 6,99 million b/j en mai, soit le plus bas niveau depuis 3 ans et 460'000 barils de moins qu'en avril, alors que la production a passé de 9,66 à 9,71 millions b/j.

Cette situation est due à l'augmentation de la consommation interne durant les mois les plus chauds de l'année. Les chiffres de juillet et août risquent de faire peur.

Yémen

Une milice locale a attaqué le pipeline et coupé les exportations en direction de la Mer Rouge. Proche de Al Qaida, les attaquants se sont stratégiquement intéressés à cet important pipeline de 100'000 b/j. Certains ont pris conscience du rôle que le pétrole peut jouer pour faire plier un gouvernement.

Egypte

Le président Abdel Fattah el-Sisi a décidé de diminuer les subventions sur les prix des carburants et de l'électricité. Les carburants ont pris l'ascenseur pour monter aux étages +40 et +70%. Aussi surprenant que cette nouvelle est l'absence de réaction du peuple. Habituellement, de larges manifestations font plier le pouvoir en place. Il semble que la population ait compris que les prix artificiellement bas ne sont financièrement pas tenable pour redresser le pays.



Le Centre du Monde

USA

Le m³ de gaz ne se vend plus que 3,78\$ aux USA alors que les entreprises de schiste sont pratiquement toutes en déficit. Dès le mois d'octobre 2014, la Fed devrait diminuer à zéro ses subventions à Wall Street et aux banques. Cette opération ne va pas faciliter les investissements financiers à perte dans les huiles de schiste.

Les USA ont augmenté les exportations d'huile de chauffage en direction de l'Europe en prévision d'une pénurie de gaz russe durant l'hiver à venir.

La production d'huile de schiste au Nord Dakota a augmenté de 3,6% pour atteindre 1,04 million b/j en mai. Il s'agit de la plus grande hausse depuis août 2013. Dans les convois de trains, les citernes de pétrole ont tendance à exploser comme des pop-corns. Le pétrole de schiste, beaucoup plus inflammable, nécessite la création de nouvelles citernes plus adaptées. Ce changement devrait se faire d'ici à 2 ans et d'ici là, on croise les doigts.

Le département de l'énergie américain a signé un chèque de 6,3 millions \$ afin de booster les recherches sur la production de biofuel (essence à partir de plantes). L'objectif est de réduire les coûts de production et de passer sous la barre des 3\$ par gallon d'ici à 2017.

La consommation de charbon a augmenté de 26% cette année. Alors que les

américains subventionnent et vendent leur charbon à l'Europe, devinez où ils achètent leur charbon? En Russie. Et oui, le charbon russe est très prisé par les centrales électriques américaines car sa qualité calorifique est meilleure et les émissions de soufre moindres que le charbon made in USA ce qui permet de passer plus facilement les nouvelles règles d'environnement de l'équipe à Obama.

Le American Council for an Energy-Efficiency Economy, qui mesure l'efficacité énergétique des pays de l'OCDE, classe les USA aux 13 rangs sur 16. L'Allemagne est en première position et l'Europe en général en 3ème position.

La US-Navy est intéressée au biofuel afin d'atteindre 50% de son énergie renouvelable ou en biofuel d'ici à 2020. Actuellement 17% de son électricité est produite à base de renouvelable ou nucléaire (qui n'est pas une énergie renouvelable).



[Dim lights](#)

17 trilliards de dettes en vue physique

Canada

Le prix d'extraction du sable bitumineux d'Alberta est à la hausse. Les coûts de la production de vapeur et d'extraction en sont les causes majeures. Ainsi

le prix d'exploitation varie entre 71,81\$ et 107,57\$ le baril sans les coûts de transports!

Asie

Le Bureau International de la Marine exprime ses sérieuses craintes sur l'augmentation des cas de piratage des tankers pétroliers en Asie du Sud. Depuis le mois d'Avril, 6 tankers ont été kidnappés et des rançons exigées.

Chine

La China National Petroleum Corp a terminé ses forages d'explorations au Sud de la mer de Chine dans les eaux territoriales du Vietnam (mais contestées). Le déploiement des installations de CNPC avait allumé une discorde avec le Vietnam. Si les résultats sont positifs, nous devrions revoir les chinois dans très peu de temps. La Mer de Chine pourrait regorger de pétrole et la nouvelle flotte navale militaire, que Pékin est en train de mettre sur pied, sera d'une aide précieuse pour prendre la possession de ces gisements.

La soif insatiable du pays pour le charbon semble s'essouffler avec une solide baisse de la consommation et le ralentissement de la croissance économique. Du coup, le prix du charbon est à la baisse sur les marchés internationaux ce qui profite aux centrales électriques européennes et américaines.

La Chine a fait son choix entre le développement économique sans limite et la protection de l'environnement. Pékin est en train de miser et financer lourdement les énergies renouvelables ainsi que les cleantech.

Pékin va supporter le constructeur de voitures électriques BYD (Build Your Dream). D'ici à 2016, le gouvernement s'est fixé un objectif d'avoir le 30% de ses véhicules en propulsion électriques. Il est à parier que la Chine va très rapidement devenir le No1 mondial de la voiture électrique.



Inde

L'Inde vit comme l'Europe grâce à une perfusion à base de charbon. La plus grande entreprise énergétique du pays annonce que la pénurie de charbon va affecter la production dans 6 de ces unités. La pénurie est essentiellement due à l'incapacité du gouvernement (monopole) à effectuer les livraisons. Il y a certainement des petites enveloppes qui n'ont pas été distribuées correctement.

Australie

Les australiens sont parmi les plus grands pollueurs de la planète et l'Australie est le premier pays qui abandonne la taxe carbone! Autrefois, les entreprises australiennes les plus polluantes en CO2 devaient s'acquitter d'une taxe de 23,45\$ la tonne.

Le Premier Ministre Tony Abbott s'est chargé en personne de tordre le cou à cette taxe en invoquant une perte du pouvoir d'achat, le chômage, le manque de compétitivité des entreprises et la diminution de la croissance. A part que Sir Abbott a oublié de mentionner la peste, le choléra et la fin du monde, cet argumentaire est repris mondialement par les opposants aux taxes carbonées (voir Angleterre ci-dessus). 39 sénateurs sur 71 ont soutenu cet abruti de

Tony Abbot.

Ceci peut s'expliquer car l'Australie ne subit pas les foudres du changement climatique. En effet, là-bas, il n'y a pas de sécheresse, d'incendie monstrueux ou de record de température. L'eau coule à profusion et la barrière de corail se porte à merveille.

Afrique

Nigéria

Les vols d'avions commerciaux ont été fortement perturbés dans le ciel du plus grand producteur africain de pétrole. La raison : manque de kérosène ! La logistique gérée par le gouvernement est en cause.

Shell est en train de vendre toutes ses parts dans l'exploitation du pétrole au Nigéria. Trop de vols, trop de dangers.

BRIC: Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud

Pour faire contrepoids aux institutions financières internationales, les cinq pays du Brics ont créé une nouvelle banque de développement dotée d'un capital de 50 milliards de dollars ainsi que d'un fonds d'urgence de réserves de 100 milliards de dollars. Les 5 acteurs sont parmi les plus grands acteurs énergétiques mondiaux: Russie 2ème producteur de pétrole, Afrique du Sud avec son charbon, la Chine a acheté presque la moitié du charbon, uranium, gaz, pétrole.

Le premier président de la "Nouvelle Banque de Développement" sera issu d'Inde.

La phrase du mois

La bêtise des hommes politiques ces derniers mois est comparable à celle qui a précédé la première guerre mondiale.

Vladimir Fererovski

Dans le vent frais de l'automne

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com

Publié le 01 septembre 2014

La nouvelle année commence officiellement en janvier, mais pour moi, et

peut-être aussi pour beaucoup d'entre vous, le calendrier se réinitialise à la fin de l'été, alors qu'approche le début d'une autre année scolaire. Alors que la torpeur du mois d'août se dissipe, il est temps de se remettre aux choses sérieuses. Le rythme des pas s'accélère dans la fraîcheur de l'air, les jours se raccourcissent, et une nouvelle urgence accompagne les événements.

Prenez par exemple la destruction causée par l'EIIL sous une chaleur estivale qui, dans cette région du monde, peut atteindre plus de 40°C en pleine journée. De nombreux Américains éprouveraient des difficultés à pêcher une crevette cocktail dans un bol par une telle chaleur, et ne parlons pas de crapahuter dans le désert avec quinze kilos d'armes et de munitions sur le dos. Les Etats-Unis se sont une fois de plus confortés dans l'idée qu'ils pouvaient contrôler une zone de conflit rien que par les airs. Nous voilà donc en cette fin d'été à nous féliciter les uns les autres pour avoir sauvé le barrage de Mossoul grâce à des drones et des attaques aériennes. Mais c'est maintenant au tour de l'EIIL d'agir, et sa réponse ne sera rien de moins qu'horrifiante.

Le barrage de Mossoul est appelé le « plus dangereux barrage du monde » par le Corps d'ingénieurs de l'armée américaine. Son instabilité est légendaire – il a été bâti par Saddam Hussein sur de la roche soluble, et demande de constantes opérations de maintien. Que se passerait-il si l'EIIL prenait le contrôle les quelques routes qui permettent aux camions de ciment d'y accéder ? Je suppose que nous le saurons d'ici un mois.

Un peu plus à l'est, en Afrique du nord, la Libye est sur le point d'imploser. Les milices islamistes ont pris le contrôle de la vieille capitale, Tripoli, détruit l'aéroport principal et fait sauter une importante infrastructure de stockage de pétrole. Le gouvernement national s'est réfugié à Tobruk, à proximité de la frontière égyptienne. Au sud de Benghazi se trouvent les champs de pétrole libyens, une récompense potentielle pour les efforts des islamistes, si tant est qu'ils parviennent à maintenir leur exploitation, ce qui n'est pas gagné. Les champs de pétrole du pays sont gérés par les sociétés pétrolières européennes Total (France), Eni (Italie) et Repsol (Espagne). Leurs techniciens ont très récemment fui la région. Sous Kadhafi, la Libye produisait 1,6 millions de barils par jour. Sa production actuelle se situe autour de 600.000 barils par jour.

L'Ukraine et la Russie sont dans une impasse. L'Ukraine aimerait pouvoir

regagner le contrôle des provinces orientales de Donetsk et Luhansk, où se trouvent encore des infrastructures industrielles datant de l'époque soviétique. Le problème, c'est que l'Ukraine est fauchée. Elle ne peut plus payer son armée. Elle peut tout juste mettre de l'essence dans ses avions et ses chars. Le pays devrait éprouver des difficultés à générer de bonnes récoltes de céréales cette année, avec le peu d'argent et de carburant qui lui reste. Et il devrait bientôt sentir les doigts froids de l'hiver se refermer sur son cou, sans même pouvoir espérer recevoir le gaz et le pétrole russe dont il a toujours dépendu. La Russie de Poutine semble n'avoir désiré rien de plus que la coopération de l'Ukraine dans son Union douanière eurasiatique. Mais les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont mis leur nez dans ses affaires et ont empêché toute coopération entre les deux pays, même si cela n'a servi qu'à mettre l'Ukraine dans une impasse. Le pays a explosé, et il y a peu de chance qu'il soit un jour réunifié. Sa meilleure solution de survie serait de favoriser à nouveau une relation de dépendance avec la Russie – céréales contre gaz et pétrole – mais nous continuons d'empêcher une telle chose. Voilà qui pourrait plus tard être perçu comme la stratégie géopolitique la plus absurde du siècle.

Israël est de plus en plus perçu comme le grand méchant du Proche-Orient. Sa destruction potentielle a poussé ses dirigeants un peu trop loin au fil des années, mais il faut dire que si les missiles cessaient de pleuvoir sur le pays, un dialogue pourrait être établi où il n'a jamais pu l'être auparavant. Un important corps d'opinions internationales continue de penser que de lancer des roquettes sur Israël est une expression légitime de grief politique. Le problème, c'est qu'une telle manifestation de sentiments ressemble de très près à une guerre. Et ses plus grands défenseurs n'ont jamais vraiment essayé de la décrire autrement. Mais les actes de guerre n'attirent que des actes de guerre. Israël continue de démanteler l'infrastructure de commande et de contrôle du Hamas. Nul moyen de mettre fin au conflit sans accepter de cesser d'exister, et ça, comme on le dit à Hollywood, n'est en rien une option.

Malgré la Fed et la dette, les ménages US sont moroses

01 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agera.com/fed-dette-menages-us/>

- La révision des chiffres du PIB US pour le trimestre dernier a été publiée.

Nous nous attendions à ce qu'elle révèle une faiblesse substantielle. Au lieu de ça, les chiffres démontrent ce qui ressemble à de la vigueur — l'économie américaine se développant à un taux de 4,2% sur les trois derniers mois.

L'économie américaine est peut-être en croissance. Les actions sont peut-être à des sommets record. Mais l'Américain moyen ne possède pas d'actions et ses propres perspectives sont déprimantes. Voici un article du *New York Times* :

"Depuis cinq ans, l'économie américaine se développe à un rythme constant, le marché boursier est en augmentation, les gros titres parlent de reprise. Pourtant, les sondages d'opinion montrent que la plupart des Américains pensent encore que l'économie est assez lamentable.

Pourquoi un tel paradoxe ? De nouvelles données provenant d'une société de recherche offrent une réponse simple et frustrante : le revenu des familles américaines de classe moyenne est plus bas aujourd'hui, ajusté à l'inflation, que lorsque la reprise a commencé, il y a une demi-décennie".

Voilà qui ne nous apprend rien de neuf. Nous suivons l'économie réelle — de notre mieux — depuis 15 ans. Vous savez déjà, cher lecteur, que les revenus, les salaires horaires et la richesse des ménages étaient tous en baisse — pour la plupart des Américains (et du reste du monde occidental). Les moyennes sont faussées par les chiffres du sommet de la pyramide, mais l'Américain moyen a subi une gigantesque chute en 2008-2009... et ne s'en est jamais remis. En fait, il va moins bien aujourd'hui qu'au fond du trou en 2009.

En juin de cette année, selon Sentier Research, la famille américaine médiane gagnait 55 589 \$. Aujourd'hui, ce chiffre est de 53 891 \$, ajusté à l'inflation. Cette famille "médiane" est pile au milieu de tous les ménages US. De sorte que la moitié des gens que l'on croise dans la rue ont subi des pertes de revenus plus lourdes encore.

Mais ce n'était pas uniquement les dommages causés par la crise de 2008-2009 qui ont fait baisser les revenus. Le problème est plus vaste, plus profond ; c'est le défaut au coeur du modèle de croissance nourri par la dette. Un peu de dette est une bonne chose. Ajoutez-en et la croissance déprime... Continuez et tout le système finit par voler en éclats.

▪ **Faites chauffer les rotors !**

Les chiffres de Sentier Research montrent que la détérioration des revenus des ménages US a commencé il y a au moins 14 ans. Aujourd'hui, une famille ayant des revenus moyens gagne moins qu'au début du 21ème siècle — en dépit de la plus grande inondation de crédit bon marché que le monde ait jamais vu. En d'autres termes, les efforts des autorités pour augmenter la demande réelle ont lamentablement échoué.

Allez comprendre.

Nous avons cependant le sentiment que les autorités ne passeront pas beaucoup de temps à chercher pourquoi leur modèle de relance ne fonctionne pas. C'est la seule mélodie qu'elles connaissent : tandis qu'elle échoue, les autorités continueront simplement de chanter — mais plus fort.

Comment ? En court-circuitant les banques, elles mettront leur argent imprimé directement entre les mains des personnes dont elles ont besoin d'acheter les votes. Ce genre d'impression monétaire flagrante devient intellectuellement respectable, comme une sorte de solution finale au problème de la demande.

Martin Wolf, éditorialiste influent du *Financial Times*, l'a déjà suggéré publiquement. Et voilà qu'arrive un article dans le magazine *Foreign Affairs* : "Imprimer moins et transférer plus : pourquoi les banques centrales devraient donner l'argent directement aux gens".

Reconnaissant que le QE et les politiques à taux zéro n'enregistrent pas des performances éblouissantes, l'*establishment* se met à des mesures inflationnistes plus directes. L'article explique :

"Il est donc largement le temps, pour les décideurs américains — et pour leurs homologues dans d'autres pays développés — de réfléchir à une version du largage par hélicoptère proposé par Friedman... Une grande partie du secteur privé ne veut pas contracter d'autres prêts ; les gens pensent que leurs niveaux de dette sont déjà trop élevés. Ce sont des nouvelles particulièrement mauvaises pour les banquiers centraux : lorsque les ménages et les entreprises refusent d'augmenter rapidement leurs emprunts, la politique monétaire ne peut pas faire grand'chose pour accroître leurs dépenses... Les gouvernements doivent mieux faire. Au lieu

d'essayer d'aiguillonner les dépenses du secteur public grâce à des rachats d'actifs ou des changements de taux, les banques centrales comme la Fed devraient distribuer des liquidités directement aux consommateurs"...

Vous détenez encore des obligations souveraines, cher lecteur ? Assurez-vous de vous en débarrasser avant que la musique ne s'arrête.

« Du gouvernement de combat à celui de la clarté... »

Charles Sannat 1 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je suis très heureux de vous retrouver enfin (ainsi qu'Internet, que ma femme m'avait supprimé pendant un très long mois). Nous allons donc pouvoir reprendre nos bonnes vieilles habitudes comme commenter, analyser et râler en permanence sur les décisions absurdes de ces mamamouchis qui nous dirigent, et Dieu sait qu'ils nous donnent du grain à moudre nos chers et bien-aimés dirigeants.



Alors depuis quelques jours évidemment, entre les courses de rentrée scolaire pour les enfants – malgré la faiblesse de l'inflation officielle, je vous confirme que le Caddie des courses de fournitures a bien augmenté et pas qu'un peu cette année et j'ai été assez effaré par le prix de la pochette de papier Canson et celui des cahiers, sans oublier deux ou trois autres bricoles qui grèvent le budget, mais ne nous plaignons pas car en ces temps de disettes, beaucoup de familles connaissent des difficultés bien plus graves –, je me demande ce que je vais bien pouvoir vous raconter en ce jour de rentrée.

Rassurez-vous (si vous étiez inquiets), comme le disait si bien le Général, ce n'est pas le vide qui m'inquiète mais plutôt le trop-plein et je dois vous avouer que je ne sais plus par quel point commencer tellement ce mois d'août

a été riche en informations en tout genre.

Ce qui nous a tous occupé ces derniers jours, c'est bien sûr cette crise gouvernementale qui m'a fait beaucoup rigoler. Oui, c'était assez comique à vrai dire et grave bien entendu pas tant par ce qu'il s'est passé que par ce qui se cache derrière les derniers événements politiques.

Un signal faible de l'effondrement financier à venir de la France !

Avant de vous expliquer mon point de vue résumé par le titre de ce paragraphe, petit retour en arrière, et faisons appel à nos souvenirs. C'est drôle cet exercice de mémoire, cela permet de passer un bon moment ensemble et de nous rendre compte à quel point on nous prend pour des imbéciles. Petits rappels toujours salutaires pour une bonne ré-information des masses laborieuses que nous sommes.

Le gouvernement Valls 1, un « gouvernement resserré de combat »... Bon, pour le côté combat, cela n'a pas duré bien longtemps et la défaite fut rapide et pour le côté serré, l'équipe gouvernementale s'est disloquée en cours de route et ma foi, assez vite finalement. Très drôle de voir l'aspect communication à l'épreuve du feu des faits. Résultats désastreux.

Alors maintenant, on vous parle d'un gouvernement de « clarté et de cohérence » qui, dans les faits, avance en rangs dispersés et dans le brouillard le plus total. Mais dans ce pays de novlangue à la 1984, les mots n'ont plus de sens et n'ont d'utilité que de cacher les véritables maux. Les deux termes choisis pour qualifier ce gouvernement dans la propagande officielle décrivent justement à la perfection tout ce qu'il manque justement cruellement à ce gouvernement. J'en suis assez ébahi.

Souvenons-nous encore de l'économie et des finances avec deux ministres. « Bercy a deux têtes » et tout le monde de gloser pendant des heures sur cette « nouveauté » nouvelle de tendance ultra-innovante en se demandant si cela allait marcher ou pas... Nous avons donc, au bout de quelques mois à peine, notre réponse. Mais peu importe les ministres en réalité. Nous avons atteint un stade où les ministres aboient et la caravane passe.

Je vous passe aussi la crétinerie profonde de notre mamamouchi président qui, jusqu'au 14 juillet, voyait que la reprise était là pour découvrir comme un benêt début août que finalement, elle n'était pas vraiment là.

Une trajectoire de déficit de plus de 5 % du PIB...

Une personne du ministère de l'Économie et des Finances me confirmait cette non-maîtrise totale de nos dépenses, les oukases qu'ils recevaient des cabinets des ministres (sur cette ligne vous me ferez un -30 %) et, comme de bien entendu, leur impossibilité à couper et tailler dans le vif sans que cela ne se voie. Résultat : les fonctionnaires font moins 30 % dans la ligne demandée et +30 dans celle du dessous...

Elle me racontait également comment certaines retraites et pensions n'étaient plus versées, enfin avec beaucoup de retard, sans comprendre comment cela pouvait ne pas faire les grands titres de la presse... Nos fonctionnaires n'ont plus de crédit à verser et la France se porte mal. Très mal.

Ce que nous apprend en réalité ce départ avec pertes et fracas d'Arnaud Montebourg, c'est que l'état réel de déliquescence de notre pays et de ses finances ne pourra pas rester caché encore bien longtemps. Montebourg en est parfaitement conscient et plutôt que de servir l'intérêt général, il a pris la décision de se positionner dans son intérêt personnel comme la personne du recours à gauche qui pourra dire dans quelques mois, « je vous l'avais bien dit et ce n'est pas de ma faute ».

C'est sans doute une excellente stratégie politique personnelle mais il est regrettable que ce ministre, lorsqu'il était en poste, n'ait pas eu ni le courage, ni la force, ni la vision pour porter et proposer un projet de redressement non pas « industriel » mais plus globalement économique de notre pays. Il n'a rien fait, rien proposé.

Ça va « valls »...

Alors que va-t-il se passer ? Pas grand-chose. Valls est sans aucun doute le Premier ministre le moins cruche de la gauche actuelle avec une base de soutien en plein effritement et une relative « impopularité » idéologique à gauche, alors comment pourra-t-il gouverner dans la durée ? J'en veux pour preuve les excellentes modifications qu'il apporte à la loi Duflot qui, malgré les cris d'orfraie de cette dernière, était bien une calamité pour le marché immobilier.

Après, on peut discuter de tel ou tel aménagement et même de l'intérêt de relancer la défiscalisation immobilière qui tire les prix vers le haut mais soyons honnêtes et objectifs, notre pays n'est pas en état ni en mesure de

supporter et d'encaisser une crise immobilière profonde. Économiquement, cela serait désastreux et n'oubliez pas que tout cela a commencé par une crise immobilière massive aux États-Unis.

On peut également citer le discours du Premier ministre devant le Medef où enfin l'on avait plus droit à une détestation du patronat.

N'oubliez pas que je couvre de lauriers Valls. Mais au moins nous pouvons constater qu'il est porteur, sur certains aspects économiques, d'un simple bon sens et cela est une bonne nouvelle et il est important de le noter, mais hélas, ce ne sera très vraisemblablement pas du tout suffisant pour redresser la barre.

Ensuite, il va bien falloir finir par couper dans les dépenses avant que Bruxelles, dont le nouvel exécutif est presque opérationnel, ne se fâche vraiment et sanctionne la France pour sa gestion calamiteuse et son manque de courage évident. Or couper dans les dépenses, il y arrive mais à un moment cela fait « mal ». Hollande et sa clique ont coupé dans tout ce qui pouvait l'être, notamment les budgets de l'armée où l'on n'a pas vraiment le droit de grève pour protester... Il va devenir nécessaire de taper dans le dur et cela ne rendra pas populaire notre Premier ministre surtout si ces coupes ne s'accompagnent pas d'une vision et d'un projet collectif d'avenir.

Je ne peux donc, en ce premier jour de septembre, que vous renvoyer à mon édito intitulé « Les conséquences de la faillite ou les conséquences pour éviter la faillite sont identiques ».

Cette idée est très importante à comprendre pour appréhender ce qu'il va se passer. Oui, la rentrée va être très difficile mais pas que la rentrée. Le milieu sera très compliqué aussi, et la sortie n'est pas pour demain.

Les difficultés financières augmentant, nous allons inévitablement vers une grande crise politique et le gouvernement Valls n'y survivra pas, ni certainement le Premier ministre dont je ne comprends toujours pas ce qu'il est allé faire dans cette galère.

La situation de notre pays est « irrémédiablement compromise » et, encore une fois, soit nous ferons faillite, soit pour éviter la faillite nous devons nous lancer dans une telle politique d'austérité et de rigueur que cela reviendrait presque au même que de faire faillite puisqu'il ne faudrait payer que ce que l'on peut payer... alors beaucoup couineraient et très fortement.

Il y aurait bien une solution en retrouvant notre souveraineté économique et monétaire mais aucun politique, et certainement ni Valls ni Hollande, n'envisagera même de sortir des carcans européens.

Le sablier est bientôt écoulé et cela doit vous inciter à prendre certaines mesures de précaution et de protection sans plus tarder. Si la dette de la France n'est pas encore attaquée, c'est uniquement en raison de notre alignement politique sur Washington (ce qui explique les positions assez surprenantes d'Hollande sur les sujets internationaux). Les chiens ne sont pas lâchés sur notre pays et c'est également sous cet angle-là qu'il faut voir la nomination de Macron à l'économie.

Nous sommes donc en bien mauvaise posture et vous devez en être parfaitement conscients.

Je vous laisse donc pour aujourd'hui et nous aurons l'occasion dans les prochains jours de détailler ensemble tous les grands sujets du moment. En attendant, je vous souhaite à toutes et tous une rentrée aussi douce que possible dans cette conjoncture très difficile et j'ai une pensée toute particulière à l'égard de toutes celles et ceux qui n'auront pas cette chance de « rentrer » parce qu'aucun travail ne les attend. Je leur souhaite le courage et la force de ne pas baisser les bras malgré les obstacles et les vicissitudes, je leur souhaite aussi de refuser toute fatalité, car il faut refuser la fatalité surtout aux heures les plus noires.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

Le président français propose un sommet de la zone euro pour la croissance en Europe

PARIS, 28 août (Xinhua) – Le président français François Hollande a demandé jeudi à ses partenaires européens de tenir un sommet de la zone euro visant à coordonner les efforts pour renforcer la croissance.

« Je proposerai qu'un sommet de la zone euro puisse être réuni dans les meilleurs délais pour prendre les décisions nécessaires », parce que « l'Europe est menacée par une longue et peut-être interminable stagnation, si

nous ne faisons rien », a dit le président français lors de la conférence annuelle des Ambassadeurs français.

« C'est la position que je défendrai lors des prochains Conseils européens : une nouvelle initiative de croissance et une pleine utilisation des flexibilités dans le rythme de réduction des déficits, dans le respect des règles européennes mais avec tout ce qu'elles permettent », a souligné M. Hollande.

« La réponse, c'est que l'Europe doit changer. Elle doit remettre en cause un certain nombre de politiques, clarifier son organisation, retrouver le soutien des peuples... et surtout gagner la bataille de la croissance et de l'emploi », a indiqué le chef de l'État français.

« Pourquoi ? Parce qu'un jeune sur quatre en Europe est au chômage. Parce que la reprise est trop faible. Parce que l'inflation est trop basse. Parce que l'euro est trop cher », a-t-il poursuivi.

Selon les chiffres officiels publiés mercredi, le taux de chômage en France a augmenté de 0,8 % en juillet par rapport au mois précédent et a vu une croissance d'année en année de 4,3 %, un nouveau coup dur pour la majorité socialiste, qui a promis de faire baisser le nombre de chômeurs.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Notre maréchal-mamamouchi-benêt-président peut proposer tous les sommets qu'il veut, personne de l'écoute. Hollande aboie et l'Europe passe, l'Allemagne en tête.

Pour faire un peu de communication, nos gentils voisins vont nous refaire du neuf avec du très vieux en nous ré-annonçant le « plan de relance européen » d'au moins 50 milliards d'euros (pour 27 pays, faites la division) qui ne seront que du redéploiement de crédits déjà décidés et déjà octroyés et savamment saupoudrés entre les États membres.

Bref, économiquement, cela n'aura aucun impact, mais notre hollandouille national pourra passer à la télé (comme tous les jours) en disant que voilà, ça y est, cette fois, il y a un plan de relance européen.

Et nous, nous allons pouvoir bien rigoler de la future bouffonnade présidentielle.

Charles SANNAT

L'ICMA revoit les règles en cas de défaut de dettes souveraines

C'est une dépêche Reuters reprise discrètement par le site Capital durant la fraîcheur estivale qui nous apprend une information capitale concernant la modification des règles en cas de défaut sur des dettes souveraines par un État.

Ces règles, qui viennent d'être changées, l'ont été en raison du précédent créé par le cas de l'Argentine, il y a quelques semaines, faisant un nouveau défaut partiel contraint sur sa dette en raison d'une condamnation en justice aux USA obtenue par des fonds voutours.

Jusqu'à présent, certains créanciers pouvaient refuser une proposition de règlement proposée par un pays en difficulté. Désormais, ce ne sera plus le cas et « les banquiers, investisseurs et autres intervenants sur le marché obligataire ont accepté de modifier les règles de traitement de la dette des pays en défaut de paiement, retirant leur droit de veto aux créanciers réfractaires, une démarche qui vise à prévenir une répétition du conflit autour de l'Argentine ».

« L'International Capital Market Association (ICMA), une association fondée en 1984 par les banques les plus importantes afin de fournir des recommandations au marché des capitaux, a publié vendredi un règlement cadre autorisant une majorité des détenteurs d'obligations souveraines en situation de défaut à modifier les conditions attachées à leur créance, notamment à repousser l'échéance ou à imposer une décote sur la dette. »

En clair, en rendant ces modifications légalement contraignantes, elles s'imposeraient à tous les détenteurs des obligations concernées, y compris ceux qui auraient voté contre la restructuration...

En conséquence, à partir de maintenant, si une majorité de créanciers acceptent un règlement négocié de la « faillite » d'un État, alors ce que la majorité aura décidé s'appliquera pour tous.

Si c'est une excellente nouvelle pour un pays comme l'Argentine, cela cache en réalité un immense problème à savoir la multiplication des défauts d'États potentiels dans les années qui viennent. C'est la raison pour laquelle je vous recommande encore une fois et à nouveau de vous tenir le plus loin possible de tous les placements contenant des obligations d'État comme c'est le cas par exemple des contrats d'assurance vie fonds en euro.

Croissance américaine révisée à 4,2 % au deuxième trimestre

WASHINGTON, 28 août (Xinhua) – L'économie américaine a enregistré de meilleurs résultats que prévu au deuxième trimestre, grâce à la hausse des exportations et de l'investissement privé, selon les données révisées rendues publiques jeudi par le ministère américain du Commerce.

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté à un rythme annuel de 4,2 % au deuxième trimestre, alors que l'estimation initiale était de 4 %.

La croissance des exportations a été revue à la hausse et atteint 10,1 %.

L'investissement intérieur privé, également révisé à la hausse, atteint 17,5 %.

Quant à la consommation des ménages, elle a augmenté de 2,5 %, un taux inchangé par rapport à l'estimation précédente.

« La révision d'aujourd'hui montre que la croissance économique au deuxième trimestre a été forte, en adéquation avec la solide croissance de l'emploi et l'amélioration d'autres indicateurs économiques enregistrées ces derniers temps », souligne dans un communiqué Jason Furman, le président du Council of Economic Advisers, le comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche.

« Mais il reste encore du travail à faire pour renforcer cette dynamique. C'est pourquoi le président continue à agir de son côté pour faciliter l'investissement dans l'industrie manufacturière, l'énergie et les infrastructures américaines, et à prendre des mesures pour améliorer la sécurité financière des familles qui travaillent », poursuit M. Furman dans son communiqué.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Saluons cette nouvelle extraordinaire. Tout va mieux que bien. Je ne vous ferai pas l'affront de décortiquer les chiffres US mais ce n'est pas aussi bon qu'annoncé, mais au delà je souhaitais juste attirer votre attention sur l'idée suivante:

Les USA sont la plus grande économie mondiale (officiellement et pour le moment). Au 1er trimestre la croissance c'est une récession de 2,9%. Au T2

c'est une croissance de 4,2%.

Cela veut tout simplement dire que, pour la première économie mondiale, nous avons eu 7 % d'écart sur le PIB en moins de 6 mois. Une telle évolution statistique est tout simplement une anomalie historique. Cela n'a jamais eu lieu... et cela en dit plus long que tous les discours sur la réalité des statistiques américaines (et européennes) mais vous pouvez toujours y croire si vous le souhaitez.

Charles SANNAT

L'UE admet la possibilité d'un vol de gaz russe par l'Ukraine

MOSCOU, 28 août – RIA Novosti

Le commissaire européen à l'énergie, Günther Oettinger, a reconnu jeudi qu'il existait un danger de vol de gaz russe par l'Ukraine lors de son transit vers l'UE.

« Au cours de l'hiver long et froid, l'Ukraine fera face à une pénurie de gaz. Ses propres réserves ne lui suffiront pas à satisfaire ses besoins, et alors il y aura un danger que le gaz soit volé lors de son acheminement de l'Est vers l'Ouest », a prévenu le commissaire européen.

Selon lui, « l'Union européenne doit élaborer d'ici la mi-septembre une conception selon laquelle il est indispensable d'assurer à chaque État membre de l'UE des appartements chauds, un financement des infrastructures et le maintien de l'activité de notre industrie de novembre à mars ».

« Il est aussi nécessaire de prévenir l'escalade du conflit en Ukraine », a souligné M.Oettinger.

[Source RIA-Novosti ici](#)

Analyse & décryptage

Évidemment, comme chacun le sait, les Ukrainiens sont de très gentils copains alors que les Russes sont de très vilains ennemis. Savoir que le gentil copain vole purement et simplement le gaz de son méchant voisin ne changera rien à l'histoire officielle écrite sur base de propagande systématique.

Encore une fois, l'idée ici ce n'est pas de dire que Poutine est gentil et le mamamouchi ukrainien vilain ou inversement. Il s'agit juste de dénoncer

aussi fermement que possible un niveau de propagande digne de « radio-Paris » pendant l'Occupation sur le dossier ukrainien.

Charles SANNAT

Suisse : croissance de 0,7 % de l'emploi au deuxième trimestre

GENÈVE, 28 août (Xinhua) – L'emploi en Suisse a poursuivi sa croissance au deuxième trimestre, enregistrant une hausse de 0,7 %, selon les chiffres publiés jeudi par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Comme au trimestre précédent, les meilleures attentes concernent le secteur de l'information et de la communication, tandis que les moins bonnes touchent l'enseignement, selon la même source.

La progression s'est renforcée dans le secteur secondaire (+0,7 % à 1,042 million), et ce, pour le troisième trimestre consécutif. L'emploi s'est légèrement étoffé dans l'industrie manufacturière (+0,3 %), grâce notamment à l'horlogerie (+3 %). Une hausse a été également enregistrée dans la construction (+1,4 %).

Dans l'ensemble, l'emploi s'est accru dans six grandes régions du pays sur sept. Seule la Suisse centrale essuie un repli (-0,2 %). À l'inverse, la Suisse du Nord-Ouest, qui comprend les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Argovie, affiche l'essor le plus net, soit une hausse de 1,5 %.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

La petite Suisse nous montre encore parfaitement avec ses dernières statistiques qu'il peut y avoir une place dans le village global et dans la mondialisation en étant seule et indépendante et surtout en maîtrisant l'ensemble des aspects de la « souveraineté » nationale.

Les Suisses ont leurs frontières, leur politique migratoire ou encore leur monnaie, sans oublier évidemment les droits de douanes.

Lorsque l'aile « gauche » de la gauche parle de relance ou de politique expansionniste, cela n'a aucun sens dans le cadre actuel au sein duquel évolue notre pays. Une politique de gauche peut-elle être entreprise dans une France membre de l'euro, de l'UE et de l'Otan ?

Voilà une question à laquelle je souhaiterais bien voir la réponse de nos

« dépités-frondeurs » car c'est évidemment la question de fond. Une autre politique certes, mais dans quel cadre ?!

Charles SANNAT

La chute des taux d'intérêt à moyen et long termes, explicable par la récession-déflation, fait vivement monter les obligations d'Etat US (et européennes)

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 29 août

Comme nous l'avions anticipé depuis le début 2014, les obligations d'État US et européennes, devenues la principale valeur-refuge en ces temps de récession-déflation que les politiques monétaires des principales banques centrales (aussi laxistes soit-elles) sont incapables d'inverser (parce qu'ayant cassé la vitesse de circulation de la monnaie et le multiplicateur de crédit, elles ne font que continuer d'alimenter la « trappe à liquidités » sans que l'économie réelle en soit affectée, d'où l'absence d'inflation monétaire), montent mécaniquement au fur et à mesure que les taux d'intérêt à moyen et long termes chutent.

Ce qui signifie qu'inévitablement les actions, dont la sur-évaluation est à son record (aux USA, en Allemagne et dans quelques autres pays), devraient tôt ou tard se retourner à la baisse. Étant donné que le ratio obligations/actions ne fait que commencer sa remontée, puisque l'épargne mondiale a tendance à se diriger vers les premières au détriment des secondes.

Quant aux prix des actifs réels (métaux précieux et matières premières), ils ont été cassés à force de manipulations et, sauf rechute significative du dollar US contre yen (évidemment possible si la « confiance » dans la Federal Reserve s'évanouissait) ou extension dramatique de la guerre en Ukraine, on ne voit pas comment ils pourraient vraiment monter d'ici la fin de l'année. Il faudra probablement attendre 2015-2016 pour qu'ils repartent à la hausse.

La « trappe à liquidités », une sorte de trou noir comme il en existe en astronomie, absorbe et stérilise la création monétaire massive qui, de ce fait, au lieu de produire de l'inflation ne crée que de la déflation... Autrement dit, au même titre que « trop d'impôt tue l'impôt » (les recettes fiscales de l'État étant inversement proportionnelles à l'accroissement de la pression fiscale, comme on peut le voir en France par exemple), trop de création monétaire

tue la monnaie, trop de crédit tue le crédit. Telle est la raison de l'échec du keynésianisme.

Pour sortir du blocage actuel, les économies occidentales n'ont pas besoin de toujours plus de crédit alimentant le « mal-investissement » (selon la terminologie des économistes de l'École autrichienne), mais d'une très forte baisse des impôts des particuliers dans le but de faire repartir la demande solvable actuellement en chute libre (quitte à repousser à plus tard la diminution des déficits budgétaires et des dettes publiques qu'il est absurde de vouloir réduire en période de récession-déflation).

Tout le contraire de ce que font la BCE -qui s'apprête à prêter plus aux banques n'en n'ayant pas vraiment besoin- et les États de la zone euro -qui aggravent les politiques d'austérité au lieu de les relâcher-, la France en particulier avec son nouveau gouvernement Hollande-Valls II, emblématique de la « pensée unique européiste », précipitant ce pays droit dans le mur exactement d'ailleurs comme le ferait un gouvernement UMP-Modem s'il revenait au pouvoir puisque ce serait exactement la même politique économique qui serait appliquée....

Quant à la course à la diminution du coût du travail et à sa précarisation supplémentaire comme remèdes pour sortir de la récession-déflation, cela ne fonctionnera pas étant donné que ce n'est pas en paupérisant un peu plus les agents économiques que l'on rétablira les carnets de commande des entreprises... mais tout au contraire en améliorant leur pouvoir d'achat pour les inciter à consommer et à investir c'est-à-dire à acheter ce que les entreprises produisent.

http://www.lepoint.fr/invites-du-point/patrick-artus/artus-la-france-peut-elle-trouver-son-salut-a-l-exterieur-26-08-2014-1856547_1448.php#xtor=CS3-190

-

Aux USA, la création d'emploi a coûté depuis 2009 à la Federal Reserve 389.963 US Dollars par job créé... Absurde et intenable.

<http://www.zerohedge.com/news/2014-08-21/feds-track-record-389863-spent-every-job-created%E2%80%A6-best>

« trappe à liquidités » + effondrement de la vitesse de circulation de la monnaie = récession-déflation et donc chute des taux d'intérêt à moyen et long termes en direction des taux à court terme se traduisant par la hausse des obligations d'Etat.

-

Le problème de l'or c'est que les banques centrales occidentales ont compris que si elles le laissaient monter vraiment ce serait la destruction du Système monétaire international actuel de taux de change flottants entre monnaies de papier, ce qu'évidemment elles ne veulent à aucun prix d'où leurs actions résolues pour en casser le prix:

“In front of 3 witnesses, Bank of England Governor Eddie George spoke to Nicholas J. Morrell (CEO of Lonmin Plc) after the Washington Agreement gold price explosion in Sept/Oct 1999. Mr. George said, ‘We looked into the abyss if the gold price rose further. A further rise would have taken down one or several trading houses, which might have taken down all the rest in their wake. Therefore at any price, at any cost, the central banks had to quell the gold price, manage it. It was very difficult to get the gold price under control but we have now succeeded. The US Fed was very active in getting the gold price down. So was the U.K.’”

-

Lire

<http://deviantinvestor.com/6249/staring-into-the-great-abyss/>

Il faut bien convenir (rétrospectivement hélas, parce que c'était quasi impossible à prévoir rationnellement) que la cassure à la baisse de la moyenne mobile à 50 jours sur l'or (graphique mensuel) à 1.479,85 USD/oz en 2013 et son incapacité jusqu'ici de remonter au dessus de ce niveau en font un marché baissier depuis son sommet de 2011 et que chacune de ses reprises temporaires a tourné court, ce qui a fait perdre beaucoup plus d'argent à ses acheteurs depuis 2011 que s'il s'était écroulé d'un seul coup sans lesdites reprises. La question est maintenant: son plus bas de 2013 vers 1.180 va-t-il céder d'ici fin 2014 ou bien, cette fois-ci, sa stabilisation est-elle le prélude de sa prochaine hausse durable future ?

Restructuration de la dette :

ILS NE SERONT PAS QUITTE POUR AUTANT !

31 août 2014 *par* François Leclerc | www.pauljorion.com

Les péripéties qui ne sont pas terminées du remboursement de la dette argentine risquant d'inciter à penser différemment, faut-il ou non laisser la porte ouverte à de nouvelles restructurations de dette ? Après avoir pris leur temps pour réfléchir, à la demande du Trésor américain, *Les marchés* ont tranché : c'est oui ! Ils se sont prononcés par la voix autorisée de l'International Capital Market Association (ICMA), l'organisation professionnelle des banques et maisons de titres du marché obligataire. Fondée en 1984 dans le cadre du grand vent de dérégulation financière, celle-ci regroupe quelques 460 intervenants et a compétence réglementaire.

Dans le monde financier, on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Les banques évaluent leur risque en utilisant des modèles maison, les taux de la famille Libor ou de l'or sont déterminés entre elles et font scandale, et l'International swaps and derivatives association (ISDA) décide si les produits financiers assurantiels (Credit Default Swaps) doivent être ou non activés en jugeant si *un évènement de crédit* est ou non intervenu. Il ne saurait en être autrement pour une question aussi décisive que le sort réservé à la dette souveraine, cette clé de voûte du système financier.

Lorsqu'elle existe, la clause d'action collective (CAC) impose à tous les créanciers ayant souscrit à une même émission obligataire d'accepter une restructuration de dette si une majorité qualifiée en décide. Celle-ci devra désormais représenter 75% de son montant et non plus 70% comme il était souvent l'usage. Mais la clause dite de « pari passu », selon laquelle tous les créanciers doivent bénéficier d'une égalité de traitement, a été modifiée afin de ne pas impliquer nécessairement un remboursement identique... Voilà de quoi, lorsque ces nouvelles dispositions seront mises en application à l'occasion de nouvelles émissions, empêcher les *fonds vautours* de jouer les empêcheurs de tourner en rond et de bloquer à l'avenir toute restructuration de la dette, quelles que soient ses modalités : décote, modification du calendrier de remboursement ou du taux, période de grâce, etc..

Les marchés ont-ils d'un fait preuve d'une particulière clémence, tel un jury de Cours d'assises auquel il est fait appel par son avocat quand la situation de

son client est désespérée ? Si leurs représentants ont considéré dans leur sagesse qu'une soupape de sécurité était indispensable, ce n'est pas seulement en mémoire d'innombrables précédents historiques, mais aussi d'un passé plus récent et d'épisodes à venir. On se souvient que c'est l'Institute of International Finance (IIF), l'association regroupant les mégabancs, qui avait pris en main la restructuration de la dette grecque. Quand vient le temps des choses sérieuses, il est préférable de ne pas déléguer !

Mise en perspective, la prise de position de l'ICMA est en réalité restrictive. Non seulement parce qu'elle place la barre de la majorité qualifiée plus haut, mais aussi parce qu'elle vise à couper court à toute concrétisation d'une idée qui faisait discrètement son chemin : l'institution d'un tribunal international en charge du problème. Rien ne vaut, pensent les acteurs financiers du marché de la dette obligataire, de bons vieux accords de gré à gré entre complices... C'est pourquoi ils ont décidé de ne pas céder la laisse à quiconque et de ne lui donner du mou qu'avec parcimonie !

La suite de l'histoire dira s'il en sera pour eux ce qu'il en a été pour l'IIF, qui a juré lors de la restructuration de la dette grecque qu'une telle opération ne sera pas renouvelée et qui devra y faire face à nouveau un jour ou l'autre... Les seuils et les ratios les plus intangibles – voire gravés dans le marbre de Traités – ne tiennent pas devant les réalités de marché, surtout lorsque les dettes se révèlent insoutenables. Une notion qui dépasse le simple calcul financier, lorsque les efforts permettant de dégager un excédent budgétaire primaire ne sont pas soutenus par un taux de croissance économique supérieur à celui du marché obligataire. Tailler *jusqu'à l'os*, selon l'expression favorite des *cost killers* (coupeurs de coûts), peut se révéler très hasardeux, faire la part du feu devient parfois préférable, à condition d'en décider soi-même. Imposer une majorité de 75%, c'est de facto donner aux mégabancs via une minorité de blocage le contrôle de la restructuration de la dette publique. Nettement moins aléatoire qu'un tribunal international...

Combien de temps le déni de déflation va-t-il durer ?

Posté le 30 août 2014 par *Bcolmant*

Les banquiers centraux européens ne sont pas caractérisés par une grande effervescence comportementale.

Mais il arrive un moment où la procrastination et la pusillanimité doivent céder le pas à l'action décisive.

Après avoir tout promis et peu délivré, la BCE va devoir mettre en œuvre une action d'envergure destinée à éviter – si c'est encore possible – la plongée en déflation.

Et, force est de la constater, la BCE a perdu deux ans, tergiversant entre des vagues promesses d'actions et l'attente de demandes de confirmations statistiques avant de stabiliser son point de vue.

Récemment encore, Mario Draghi a expliqué que les facteurs d'inflation basse étaient "*temporary in nature*".

Si ce constat était correct, on peut supposer que la BCE avait prévu que le taux d'inflation s'effondrerait...ce qu'elle n'a bien sûr jamais envisagé. Une lecture sommaire des communiqués de la BCE des 3 dernières années indique exactement le contraire. En janvier de cette année, la BCE voyait d'ailleurs une reprise en 2014 et des anticipations d'inflation ancrées dans la stabilité des prix.

Et si les facteurs de désinflation étaient temporaires, on pourrait imaginer que la BCE sache quand cette désinflation éphémère va prendre fin. Là aussi, on ne comprend plus le message de la BCE puisqu'elle utilise elle-même des indicateurs de marché avancé qui montrent que la déflation pourrait durer 5 ans. Une désinflation temporaire durerait alors 5 ans ? C'est à ne rien y comprendre.

Pourtant, la réalité est devant nos yeux : l'inflation est tombée au plus bas depuis des années, voire depuis des décennies si on exclut le choc de 2008-9.

Les taux d'intérêt frôlent des minima que certains pays n'ont plus côtoyés depuis des siècles !

Le plus grave de cette situation est que même un économiste débutant sait que la BCE devra finalement procéder à des refinancements massifs d'actifs et de dettes souveraines mais qu'il faudra attendre que le pays le plus robuste de l'Europe, c'est-à-dire l'Allemagne, soit lui-même suffisamment atteint par la déflation afin d'être convaincu d'utiliser l'arme monétaire.

Malheureusement, chaque jour d'attente est perdu.

Et c'est grave, parce que la dynamique mondiale s'oriente vers la reprise sauf

en Europe, dont 19 millions de citoyens sont sans emploi.

HACKERS/BANQUES:

Cyberattaque massive sur des banques américaines et européennes

From www.01net.com - August 30, 10:31 AM Scoop.it!



Des gigaoctets de données ont été subtilisés dans au moins cinq banques américaines, au travers d'une attaque coordonnée dont l'instigatrice pourrait être la Russie. Des banques européennes seraient également en ligne de mire.

Les systèmes informatiques de JP Morgan Chase et au moins quatre autres banques américaines ont été infiltrés récemment, avec à la clé une perte de plusieurs gigaoctets de données sensibles. De grandes banques européennes pourraient également avoir subi des attaques similaires. Il s'agit donc d'une opération coordonnée sur l'ensemble d'un secteur économique.

L'information a été révélée par la presse américaine, en particulier Bloomberg et USA Today. Le FBI mène l'enquête pour tenter d'identifier les

hackers. La police fédérale soupçonne derrière ces attaques le gouvernement russe, qui pourrait vouloir se venger suite aux sanctions économiques imposées par les pays occidentaux. Certains éléments de l'attaque, comme son degré de sophistication, semblent pointer dans cette direction.

Toutefois, peu de détails techniques ont été révélés à ce jour. Les hackers se sont appuyés, entre autres, sur une faille zero-day dans l'un des sites web gérés par les banques ciblées. Ils ont mis la main, entre autres, sur des fichiers appartenant à des directeurs et des données sur les clients. L'attaque contre JP Morgan Chase s'est déroulée en août dernier.

LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC

LA DECLARATION DE GUERRE DE L'ANGLETERRE A LA RUSSIE !!!

du 1 au 4 septembre 2014 : Vendredi, le Premier Ministre anglais a demandé, restez assis, à ce que la Russie soit débranchée du réseau interbancaire Swift, comme le fut le Vatican (ce qui avait forcé le départ de Benoît XVI) et l'Iran. Sauf que la Russie de Poutine n'est ni le Vatican, ni l'Iran ! C'est une déclaration de guerre, indirecte certes, mais bien réelle.

Cameron veut affamer le peuple russe pour le punir d'avoir Poutine. Et si l'UE et les US débranchent les banques russes de Swift, je ne donne pas très cher de la paix.

Encore plus hilarant, d'une "Pierre le Grand" deux coups, la Russie ne pourra pas payer la livraison des Mistral, et par conséquent cela annule la vente. Vous voyez... C'est sioux, non? "*The UK will press EU leaders to consider blocking Russian access to the SWIFT banking transaction system under an expansion of sanctions over the conflict in Ukraine, a British government official said ... SWIFT, is one of Russia's main connections to the international financial system. Prime Minister David Cameron's government plans to put the topic on the agenda for a meeting of EU leaders in Brussels today, according to the official, who asked not to be named because the discussions are private.*"

Comme c'était du soi disant "*top secret*", il fallait que cela tombe immédiatement sur les fils presse, histoire de montrer aux Russes ce qui les attend. Cela rappelle vaguement le blocus que Napoleon avait voulu imposer pour ruiner les Anglais. Non seulement cela n'avait pas fonctionné, mais en plus on sait comment cela s'était terminé. AUjourd'hui, la Russie et la Chine sont la

main dans la main, sans compter le soutien de l'Inde et bien sûr du Brésil. Et comme, la situation dégénère très vite en ce moment, il ne faudra pas beaucoup de temps pour que cette guerre ukrainienne en devienne une, officiellement, avec l'envoi des troupes françaises, anglaises, espagnoles, italiennes et bien sûr américaines. Pour affronter les Russes. Ce sera donc une IIIe Guerre Mondiale. Lire [ici Bloomberg](#), et [ici ZH](#).

PS: de notre lecteur JM: "**je travaille à Genève, et je l'ai vu, ce jour, chez un client (une compagnie d'assurance privée). Les entreprises suisses qui possèdent des locaux en France demandent des extensions d'assurance pour GUERRE et GUERRE CIVILE!**"

PS2: Hollande a parlé ce week-end de la possibilité d'une guerre, tout comme le président de ne je sais quelle ex république d'URSS. Comprenez: il y aura une guerre, il faut juste préparer l'opinion.

PS3: je le dis depuis 2008, seule une guerre permettra de masquer la faillite. Un Etat en guerre n'est pas tenu de payer ses bons du trésor. CQFD.

LA VILLE DE LOS ANGELES DETRuite PAR LES CDS

du 1 au 4 septembre 2014 : Il n'y a pas que les villes françaises qui ont été décimées par les banquiers véreux venus vendre leurs emprunts toxiques. C'est aussi le cas de Los Angeles et la Dexia est dans le coup. Cela coûte à la ville 5 millions de dollars par an juste en intérêts! Du coup, les gens commencent à fouiller et à relire leurs contrats dans les détails pour renégocier leur dette: "*The coalition and its council allies, led by Paul Koretz, argue that the risks of the swaps weren't fully disclosed ... Koretz's motion calls for city officials to keep pressing Mellon and Dexia to renegotiate, and for the city attorney to consider "potential legal remedies" against the banks. That's all well and good, but the council should begin the scrutiny by taking a close look at why the city's own advisors called for the swaps in the first place, and finding out whether Mellon and Dexia delivered no more or less than what the council asked for.*" Lire [ici le Los Angeles Times](#). Merci à Mme Clauss.

DINGUE: LA BCE APPELLE BLACKROCK POUR DEPOUILLER LES FRANCAIS & EUROPEENS AVEC DES CREDITS DERIVES !!!!

du 1 au 4 septembre 2014 : On n'avait pas assez de crédits dérivés sur cette planète financière! Donc le patron de la Banque Centrale Européenne a décidé de confier à Blackrock le soin de l'aider à acheter des MBS et CDS et gérer tout cela pour elle!!!

Allôôôôôôôôôôôôôôôôôôô ?!!!!

Là c'est on ne peut plus clair... Si vous n'avez pas encore compris que les MBS et CDS de Blythe sont au coeur du système qui permet au monde de la finance de faire croire qu'elle tient encore debout, eh bien voilà, et c'est même dans les Echos (notez qu'en 2008, ces journaux ne parlaient jamais de CDS, etc). Mario Draghi cité dans les Echos: "*Nos préparatifs concernant les achats d'ABS (crédits titrisés) dans les marchés avancent rapidement*" (...) *Signe que l'institution s'active pour lancer cette mesure destinée à relancer le crédit dans la zone euro : elle a mandaté une filiale de Blackrock, le géant mondial de la gestion d'actifs (4000 milliards de dollars d'actifs), pour la conseiller. **Blackrock solutions devra épauler la BCE dans la conception et la mise en oeuvre de ce programme, qui sera une première dans la zone euro.** L'accord signé avec la banque centrale stipule que la société doit établir une muraille de Chine entre les équipes qui travaillent sur ce projet et celles qui interviennent sur le marché des ABS. L'idée étant d'empêcher les conflits d'intérêt, alors que la Blackrock de Mr Fink est l'un des plus gros investisseurs sur les actifs titrisés en Europe".*

!!!!

ha

ha ha

ha ha ha

loooooooooooooooooo MDRRRRRRRRR

Traduction: comment mettre des garanties d'Etat (lire: le peuple, donc vous) derrière des obligations pourries, forcer les peuples à payer les banques quand elles perdent. L'ABS (code interne des banquiers) c'est en fait pour dire que le peuple sera le frein... Tout simplement. Et il y aura une muraille de Chine pour éviter les conflits d'intérêts!!! Mais bien sûr Paulo... Parlons High Frequency Trades, "*just to frontrun our costumers, as usual*"... Ha ha ha. Les Européens vont se faire dépouiller encore plus par les Américains. Dingue!

Bon, faut pas oublier, Draghi vient de chez Goldman Sachs, on sait à quoi s'attendre, et il a été mis à ce poste par Washington, il obéit à ses maîtres. Et Les Echos de souligner: "*Blackrock Solutions a été appelé en Grèce, à Chypre et en Irlande*". En effet Paulo, on a vu ce que cela a donné... surtout à Chypre... Fascinant de lire ce qu'écrit le journaliste des Echos.

Notre lecteur Mr Caron nous dit: "*Les Etats que l'on e**erde avec l'austérité, les notations de Moody's etc., et qui ont les coffres déjà vides! Et là, on leur demande de garantir des crédits titrisés??? On ne nous prend pas pour des c**s par hasard??*". Je ne vous le fais pas dire, Mr Caron. Le souci est que cette page

est la seule en France à expliquer aux Français les magouilles des Blackrock, JP Morgan, et all, depuis toutes ces années. Lire ici [les Echos pour le croire](#).

PS: finalement, je ne remercierai jamais assez Blythe Masters pour tous les efforts qu'elle m'a obligé à déployer pour la suivre, en particulier dans ses relations avec Blackrock : -) Sans elle, je serais, moi aussi, passé à côté.

PS2: lire ici le portrait de [Larry Fink dans Vanity Fair US](#).

PS3: Mr Soucy a vu que l'UE et le Canada ont signé le traité de libre échange, en toute discrétion, [lire ici 985fm](#).

APRES LA BNP, LE CREDIT AGRICOLE... (QUI SE PLAINT DU SAINT ESPRIT !)

du 1 au 4 septembre 2014 : Les Américains pensent que le Crédit Agricole a commis exactement les mêmes crimes que la BNP, et les spécialistes du FBI enquêtent sur leurs opérations. Ne soyez pas surpris si le CA se retrouve avec une amende de 8 à 10 milliards de dollars parce qu'elle a couvert des virements avec des pays que les US ont déclaré sous embargo financier. "*Après un audit interne achevé il y a quelques semaines, la banque a remis l'ensemble de son dossier ... au ministère de la Justice (DoJ) et au procureur général de New-York ...*". Traduisez: si la France ne fait pas ce que les Américains veulent dans le dossier ukrainien, ce sera un nouveau levier de punition... : -) Lire [ici Ouest France](#).

Et dans le genre "*bien bonne info*", les dirigeants du CA ont expliqué qu'ils ont été tenus dans l'ignorance par la Espirito Santo, qui les a ainsi volés... et entraînés dans leurs pertes. C'est drôle, non? Lire [ici le WSJ pour le croire](#).

LA PRESSE ANGLAISE VEUT EMPECHER LE GOUVERNEMENT DE SAISIR LES COMPTES POUR DES ARRIERES !!!!!!!

du 1 au 4 septembre 2014 :



PENDANT CE TEMPS EN GRECE...

du 1 au 4 septembre 2014 : De Mr Raymond qui y vit: "*La situation ne s'améliore pas, les pauvres deviennent chaque jour plus pauvres, ceux qui s'en sortent sont les mêmes qui sont toujours au pouvoir ayant seulement changé d'habit. Pour les autres (les opposants), c'est la case prison, façon Guantánamo sans bruit. Et la dette continue de monter. L'établissement du cadastre a commencé par certaines îles les plus pauvres, et va continuer dans les quartiers populaires d'Athènes (sic). Les possédants seront épargnés le plus possible, dit une femme grecque qui essaye de retravailler pour se nourrir (environ 70/72 ans)*".

En effet, l'Etat va monter les impôts fonciers pour forcer la saisie des maisons et terrains de ceux qui ne pourront pas payer. Raison pour laquelle, le cadastre grec a beaucoup de travail en ce moment... Mon Dieu...

COMMENT L'ARMEE AMERICAINE VIRE L'ARMEE FRANCAISE DU MALI

du 1 au 4 septembre 2014 : Notre lecteur Jean-Bernard nous explique avec des détails très pertinents. "On ne parle plus beaucoup du Mali chez vous. Pourtant il se passe des choses intéressantes ici:

Grande Armée Française: Effectifs en réduction, notre armée est entourée des soins jaloux des fournisseurs de services logistiques nécessaires à son bon fonctionnement. Jusqu'ici, la société de catering et autre besoins (carburant, etc.) est ECOLOG. Si cette société (dont le siège est à Dubaï) a un bureau officiel à Bamako, elle n'a pas de représentation en France (!). Bien sûr, les retombées économiques pour notre pays, si prospère, me semblent, en première analyse, nuls, sauf, si, faillite de la vaillante armée française aidant, nous ne payons pas les factures. Pour le Mali c'est la même chose, sauf pour quelques travaux de sous-traitance et l'achat de légumes frais. Le reste est importé. Un peu de conso dans les bars, restaurants, prostituées et casino local (Tomi, bien sur).

Minusma: Total est le fournisseur du carburant, jusqu'à septembre. A partir d'octobre, le marché passe à SUPREME, une société... Afghane (!!!!!!!!!!!).

US Army: Construction d'une base aérienne militaire à Bamako fin 2014. La piste aura une épaisseur de 1 m de béton... Utilisation conjointe, France, ONU et US de l'aéroport de Gao (interdit au trafic civil) et aménagement probable pour les US. On parle de l'installation d'une base pour les Marines dans la zone entre Gao et Kidal. Bref, les US, qui ont installé 33 bases en Afrique depuis 2000, contre 3 à cette même date, ne font que passer. Africom avait été rejeté unanimement par tous les pays africains du temps de Bush. Obama semble plus efficace. Merci aux "Young Leaders". Les supplétifs de la Grande Armée Française se retirent pendant ce temps là. Cherchez l'erreur. Du coup on assiste à une véritable invasion de grosses sociétés, toutes basées dans le Golfe Persique et... l'Afghanistan. Après, on va parler du pré-carré de la France. Il va falloir utiliser le terme de "potager" à la place.

LA BNP BAISSÉ SON TAUX DE REMUNERATION D'ÉPARGNE!

du 1 au 4 septembre 2014 : B for Bank, vous vous souvenez, la fille qui vous explique qu'elle a un voilier parce que son Livret-A est payé 3% ou 4% pendant seulement 3 mois ? (en passant, il faudrait qu'on m'explique comment on achète un voilier avec les bénéfices d'un Livret A?). Eh bien en Belgique, "*BNP et Fintro vont baisser leurs taux sur certains comptes d'épargne à partir du 25 août ... le taux du compte d'épargne classique passera de 0,40 à 0,30% avec une prime de fidélité inchangée de 0,10%. Les taux baissent aussi sur les différents comptes en ligne. Ainsi, le taux de base du compte online Premium passe de 0,20 à 0,15% avec une prime de fidélité ramenée de 1,00 à 0,90%*". Cool, si vous arrivez à acheter des bonbons, c'est déjà ça. Quelle bande

d'enfoirés. [Lire ici 7 sur 7](#), merci à Indiana.

UNE PLANCHE DE SURVIE ALBANAISE

du 1 au 4 septembre 2014 : En fait, une planche à billets de survie puisque des cadres de la Banque Centrale d'Albanie ont emporté 713 millions de "leopardas", pardon, de "leks" en papier, soit 5 millions d'euros, environ, pour améliorer leur ordinaire! Le gouverneur de la banque, Adrian Fullani, devait surveiller plus ou moins le vol progressif, et cela avec forcément la complicité du chef de la... sécurité! En effet, 713 millions de zlotys qui disparaissent sans que PERSONNE ne le voie, c'est que TOUTE la banque centrale est dans le coup!!!! Total délire pour nous, mais normal dans un pays comme l'Albanie où la corruption atteint des sommets dignes des seuls pays africains. Bref, Fullani a omis d'arroser quelqu'un. Ou bien il a été trop radin. Et cela s'est su... Vengeance à l'albanaise... Lire [ici Central Banking pour le croire](#).

PS: personne n'a été arrêté... logique puisque les organisateurs ont eu le temps de grassement arroser la police, les juges, le gouvernement... ha ha ha. La planche à billets, c'est quand même bien, quand on est gouverneur de banque (indépendante, précisons-le).

DEUX EXEMPLES DE PLUS DE "RETENTIONS BANCAIRES"...

du 1 au 4 septembre 2014 : Alain: *"Je suis client depuis 10 ans de la BNP. Mais deux faits qui viennent de m'arriver attirent mon attention sur le fait qu'ils font feu de tout bois pour "récupérer de l'argent" (amende des USA oblige). Depuis 10 ans, mes frais bancaires courants étaient prélevés au trimestre (environ 6-7 euros). J'ai eu l'étonnement de me voir facturer le mois dernier de 30 euros (pour l'année et paiement d'avance s'il vous plaît)... D'une part vous remarquerez l'augmentation (ce n'est pas 1% an), ils se permettent de prélever d'avance, et en une fois. M'a-t-on demandé mon avis? Non. M'a-t-on prévenu? Non. Circulez il n'y a rien à voir.*

*Je vends un bien immobilier fin octobre 2014. Ayant contracté un prêt sur ce bien, je les avertis que l'opération se fera fin octobre. Le notaire n'a pas encore lancé la procédure de cession et donc de liquidation de ce financement. **Je reçois quelques jours après une facture de 30 euros pour frais relatifs à cette opération, qui n'a pas encore eu lieu ?** Débités aussitôt de mon compte bien naturellement. Ils ont besoin d'argent de toute évidence, ou l'art de pomper, pomper mais au profit de qui?*

Ce sont des pratiques qui déshonorent une grande entreprise qui a, comme chacun sait, le client au cœur de ses préoccupations, mais l'on sait pourquoi".

Mr Boyer: "Jeune, venant de trouver un emploi stable (en CDI, eh oui c'est difficile de nos jours...), j'ai voulu changer de banque. Ainsi, j'ai voulu quitter la Caisse d'Epargne avec environ 4000 euros répartis sur trois comptes distincts. Ainsi, ayant voulu procéder par étapes, j'ai tout d'abord souhaité clôturer mes comptes d'épargne et que tout soit versé sur mon compte courant. J'ai ainsi procédé comme mon banquier me l'a conseillé : courrier avec A-R. **Ce courrier est arrivé il y a un mois à la banque. Et bien la totalité de mon épargne n'est toujours pas arrivée sur mon compte courant. En effet, sur les 4000 € je n'en ai eu que 300 pour l'instant...** Où est le reste ? Je n'en sais rien. Et mon banquier qui se débrouillait toujours pour répondre dans la semaine à mes messages vocaux ou à mes mails, joue les abonnés absents. Il faut plus d'un mois à la CE pour verser 4000€ sur votre compte courant".

Le Monopole de la Réserve Fédérale sur la Monnaie

Par Ron Paul - *Daily Paul*

Extrait des Archives

Article originellement publié le 26 août 2007

J'ai récemment eu l'occasion d'interroger Ben Bernanke, président de la Réserve Fédérale, lorsqu'il est apparu devant la commission économique du Congrès. Ce matin-là, il était question de l'état de l'économie américaine, et nombre de mes collègues l'ont questionné sur la manière dont la Fed pourrait mieux réguler les choses afin d'apaiser les craintes de ralentissement économique. La teneur des questions de mes collègues sous-entendait que le travail de M. Bernanke n'est autre que de diriger l'économie américaine, une sorte de planificateur central de l'économie à la soviétique.

Il est vrai que M. Bernanke peut influencer radicalement l'économie pour un oui ou pour un non, en prenant des décisions concernant la masse monétaire et les taux d'intérêt. Mais pourquoi les membres du Congrès pensent-ils que c'est une bonne chose ? Pourquoi acceptons-nous sans sourciller qu'un petit groupe de gens du conseil de la Réserve Fédérale exerce tant de pouvoir sur notre bien-être économique ? Le contrôle centralisé et par monopole de notre monnaie est-il même compatible avec une soi-disant économie de marché ?

De manière générale, peu d'Américains pensent au système de la Réserve Fédérale ou à la politique monétaire. Mais alors qu'ils se battent pour gagner leur vie, et espèrent économiser ou investir pour l'avenir, le Congrès et la

banque de la Réserve Fédérale travaillent insidieusement contre eux. Jour après jour, chaque dollar qu'ils possèdent est dévalué.

Aujourd'hui, la plus grande menace qui pèse sur les États-Unis n'est ni le terrorisme, ni la compétition économique étrangère, ni l'immigration illégale. La plus grande menace qui pèse sur les États-Unis aujourd'hui, ce sont les politiques fiscales désastreuses de notre propre gouvernement, marquées par un déficit de dépense éhonté et une dévaluation de la monnaie par la Réserve Fédérale. C'est cette lame à double tranchant – le Congrès dépensant plus que ce qu'il peut rentrer d'impôts ou emprunter, et la Fed imprimant de la monnaie pour compenser la différence – qui menace de nous appauvrir en détruisant toujours davantage la valeur de nos dollars.

C'est aux personnes âgées que la politique inflationniste de la Fed fait le plus de tort. Généralement, les personnes âgées comptent sur des revenus fixes provenant de pensions et de la Sécurité Sociale, en plus de leurs économies. L'inflation détruit le pouvoir d'achat de leurs revenus fixes, tandis que les taux d'intérêt bas empêchent leurs économies de fructifier. Ainsi, tandis que la politique de la Fed encourage les jeunes à se surendetter en raison de taux d'intérêts bas, elle punit les personnes âgées économes qui ont économisé pour leur retraite.

La presse financière critique parfois la politique de la Réserve Fédérale, mais la validité du système de monnaie fiduciaire lui-même n'est jamais remise en question. Les deux partis politiques veulent que la Fed imprime davantage de monnaie, pour supporter les dépenses sociales ou l'aventurisme militaire. Les hommes politiques veulent que les presses à billets tournent plus vite et créent plus de crédit, croyant que cela aidera l'économie à guérir comme par magie.

La monnaie fiduciaire nous permet de vivre au-dessus de nos moyens, mais cela ne durera qu'un temps. L'histoire montre qu'en cas de destruction galopante de la valeur monétaire, tout le monde ou presque en pâtit, et les structures économique et politique deviennent instables. Les hommes politiques dépensiers aiment peut-être avoir un système qui crée toujours plus de monnaie pour financer leurs projets, mais nous avons de bonnes raisons de nous inquiéter pour notre système monétaire et la valeur future de nos dollars.

Ron Paul

Membre du Congrès Américain

www.house.gov/paul

Ron Paul est membre du Congrès Américain, où il représente le 14^e District du Texas, et a la réputation d'être un des principaux défenseur des libertés. Il est l'avocat à Washington d'un gouvernement limité, d'une fiscalité très faible, de marchés libres, et d'un retour à des pratiques monétaires saines fondées sur une monnaie gagée sur un actif réel. Il est candidat à l'élection présidentielle américaine de 2008 (<http://www.ronpaul.org/>)